
FAQ - Le Canada, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international

Qui représente le Canada à la Banque mondiale et au FMI?

Selon la Loi sur les Accords de Bretton Woods et des accords connexes¹ de 1945, c'est le ministre des Finances qui représente le Canada au Conseil des Gouverneurs² de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Il nomme aussi l'administrateur représentant le Canada auprès de chaque institution; les autres pays membres du même groupe que le Canada doivent approuver cette nomination pour qu'elle devienne effective. (Voir plus loin « Qui est représenté par le Canada ».) Les administrateurs sont responsables de la conduite des opérations générales et exercent tous les pouvoirs que leur ont délégués les Conseils des Gouverneurs en application des Statuts de la Banque mondiale³ et du FMI⁴, respectivement. Ces Statuts définissent aussi les conditions d'adhésion et les principes généraux d'organisation, de gestion et d'opération des deux institutions.

Bien que le ministère des Finances soit responsable de la participation du Canada aux activités de la Banque mondiale et du FMI, par le biais de la Division des finances internationales et de la politique du développement et de la Division des institutions et de la politique internationale (voir tableau), l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) apporte un appui en matière de politiques au Gouverneur et à ses représentants. À toutes fins utiles, le ministre de la Coopération internationale, qui supervise les activités de l'ACDI, agit aussi comme gouverneur suppléant.

Qui est représenté par le Canada?

La Banque mondiale et le FMI ont, respectivement, 182 et 185 états membres répartis sur 24 groupes de pays. Le Canada appartient au même groupe que 12 autres membres de la Banque mondiale et 11 autres membres du FMI. Il s'agit, en général, de groupes à représentation régionale ou géographique.

À la Banque mondiale, la composition du groupe est la suivante : Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, le Belize, le Canada, la Dominique, la Grenade, le Guyana, l'Irlande, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Au FMI, la composition du groupe est la même, sauf qu'elle ne comprend pas le Guyana.

Par conséquent, le Canada est le seul pays du G7 à représenter à la fois des pays créditeurs (le

¹ Pour consulter le texte intégral de la Loi, voir <http://www.canlii.org/ca/loi/b-7/>

² Les pays membres de la Banque mondiale et du FMI sont représentés par un Conseil des Gouverneurs. Chaque membre (groupe de membres) nomme un gouverneur et un gouverneur suppléant conformément aux Statuts de l'institution. En vertu des Statuts, le pouvoir de décision appartient au Conseil des Gouverneurs. Les Gouverneurs sont donc habilités à approuver les demandes d'admission ou décider de la suspension de la qualité de membre, arrêter le montant des augmentations ou des diminutions du capital autorisé, décider de la répartition du revenu net de l'institution et approuver les budgets et les états financiers. Le Conseil des Gouverneurs se réunit une fois par an à l'occasion de l'Assemblée annuelle.

³<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTABTUSFRENCH/0,,contentMDK:20882536-pagePK:64094163-piPK:64094165-theSitePK:328614,00.html>

⁴ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/aa/fre/index.htm>

Canada et l'Irlande) et des pays emprunteurs (les pays des Caraïbes) à la Banque mondiale et au FMI. En l'occurrence, le Canada représente aussi un pays européen, l'Irlande.

Qui sont les administrateurs canadiens en poste?

Samy Watson a été nommé administrateur à la Banque mondiale en novembre 2006 et Michael Horgan administrateur auprès du FMI en avril 2006. Pour en savoir plus sur les administrateurs canadiens auprès de la Banque mondiale⁵ et du FMI⁶, consulter les sites en ligne.

Qui ont été les anciens administrateurs canadiens?

Banque mondiale

Leonard Good (1994 - 1998)

Terrie O'Leary (1998 - 2002)

Marcel Massé (2002 - 2006)

FMI

Ian Clark (1993 - 1996)

Thomas A. Bernes (1996 - 2001)

Ian E. Bennett (2001 - 2004)

Kevin G. Lynch (2004 - 2006)

Jonathan Fried (2006 - 2008)

Quelles sont les coordonnées des administrateurs?

Banque mondiale

Tél./Télec. 202-458-0082/202-477-4155

Adresse MC-12-175, 1818 H Street N.W.
Washington, DC 20433, USA

swatson1@worldbank.org

mpiette@worldbank.org

FMI

Tél./Télec. 202-623-7778/202-623-4712

Adresse 11-112, 700 - 19th Street N.W.,
Washington, DC 20431, USA

mhorgan@imf.org

cbyrne@imf.org

Quels sont les postes ouverts aux Canadiens et aux Canadiennes à la Banque et au Fonds?

Les administrateurs auprès des deux institutions sont assistés dans leurs fonctions par une équipe de conseillers experts en matière de développement, de finances et des activités de banques centrales. En outre, les postes de fonctionnaire à la Banque et au FMI sont pourvus de manière concurrentielle en tenant compte de l'expérience et des qualifications des candidats.

À combien s'élève la contribution du Canada à la Banque mondiale et au FMI?

La contribution du Canada à la Banque et au Fonds est pluriforme. Outre le versement de sa souscription à la Banque et le paiement de sa quote-part au FMI, ce qui revient, dans les deux cas, à souscrire une partie du capital de chaque institution, le Canada apporte aussi une contribution au budget de l'Association internationale de développement (IDA), membre du Groupe de la Banque mondiale, au fonctionnement de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM), aux activités de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) du FMI et à divers fonds fiduciaires multidonateurs (FFMD). Au cours de l'exercice financier 2007 - 2008, le Canada a versé 318,27 millions de dollars canadiens à l'IDA. Il s'est engagé à verser un total de 2,5 milliards de dollars canadiens à l'IADM et, à la fin de 2007, il avait engagé 46,3 millions de dollars de ce montant. Le dernier décaissement à l'endroit de la FRPC a été effectué en 2006 - 2007 et il était de 7,82 millions de dollars canadiens. En 2007 - 2008, le Canada a versé 198 millions de dollars aux FFMD de la Banque mondiale. Pour l'exercice 2007, l'aide publique au développement versée par le Canada a été évaluée à 3,92 milliards de dollars, soit 0,28 % du produit national brut du Canada.

⁵ Sur le Canada et la Banque mondiale, voir <http://web.worldbank.org/canada> ; pour en savoir plus sur l'administrateur canadien, voir

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTABTUSFRENCH/0,,contentMDK:20882547-pagePK:64094163-piPK:64094165-theSitePK:328614,00.html>

⁶ Sur le Canada et le FMI, voir <http://www.imf.org/external/country/CAN/index.htm> ; pour en savoir plus sur l'administrateur canadien, voir <http://www.imf.org/external/np/sec/memdir/eds.htm>, en anglais seulement.

Contribution totale du Canada

Au mois de juin 2007, le Canada avait souscrit ou contribué plus de 11,761 milliards de dollars ÉU à la Banque mondiale. En voici la ventilation par institution du Groupe de la Banque mondiale :

BIRD - 5,404 milliards de dollars ÉU

SFI - 81,342 millions de dollars ÉU

MIGA - 56,535 millions de dollars ÉU

IDA - 7,8348 milliards de dollars ÉU

Le Canada contracte-t-il des emprunts auprès de ces institutions?

Le Canada et d'autres pays développés ne remplissent pas les conditions leur permettant d'emprunter de l'argent à la Banque ou au Fonds en raison de la taille de leur économie.

Quel est le poids du Canada à la Banque et au Fonds?

En vertu des Statuts de la Banque et du Fonds, chaque état membre est tenu de faire une souscription minimale en termes de parts ou de quotes-parts au capital de chaque institution. Le volume de cette contribution est à peu près proportionnel à son poids dans l'économie mondiale.

Les états membres reçoivent un nombre de voix équivalant à la valeur de la souscription.

Le Canada, *ex-aequo* avec l'Italie, se place au sixième rang des principaux souscripteurs de la Banque mondiale. Le Canada souscrit 4,479 milliards de dollars ÉU et dispose de 45 045 voix, soit 2,78 % du total.

Au FMI, le Canada occupe la septième place; il contribue 6,369 milliards de dollars exprimés en DTS et dispose de 63 942 voix, soit 2,89 % du total.

	BANQUE MONDIALE			FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONALE		
	Parts	N° de voix	Pourcentage	Quotes-parts	N° de voix	Pourcentage
États-Unis	264 969	265 219	16,41	37 149	371 743	16,77
Japon	127 000	127 250	7,87	13 313	133 378	6,02
Allemagne	72 399	72 649	4,49	13 008	130 332	5,88
France	69 397	69 647	4,31	10 739	107 635	4,86
Royaume-Uni	69 397	69 647	4,31	10 739	107 635	4,86
Canada	44 795	45 045	2,78	6 369	63 942	2,89
Italie	44 795	45 045	2,78	7 056	70 805	3,19
Reste du monde	880 597	934 097	57,05	118 999,7	1 230 723	55,53
Total	1 573 349	1 619 599	100	217 372,7	2 216 193	100

Source : sites web de la Banque mondiale et du FMI - 2007

Le Canada joue-t-il dans la cour des grands?

La contribution du Canada et les voix dont il dispose sont marginaux. Cependant, en tant que membre du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7), il joue un rôle important au sein de la Banque et du Fonds et à l'extérieur de ces institutions. L'influence du Canada se trouve renforcée par le fait qu'il compte parmi une poignée de pays représentés au sein du Conseil d'administration de toutes les banques de développement régionales : Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement, la Banque de développement des Caraïbes et Banque africaine de développement. En outre, le Canada est un trait d'union entre pays créditeurs et pays emprunteurs. Enfin, comme on l'a déjà vu, le Canada est le seul pays du G7 à être associé à un

pays de l'UE, l'Irlande, à un pays appartenant à la catégorie des PPTE, le Guyana⁷, et à des pays emprunteurs ou de catégorie II, les pays des Caraïbes.

Comment savoir ce que fait le Canada à la Banque et au Fonds?

Chaque année, le ministre des Finances dépose au Parlement un rapport sur les activités du Canada à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international⁸. Or, en réaction aux pressions de la société civile, le Rapport annuel sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes s'est amélioré de façon spectaculaire au cours des dernières années. Il révèle maintenant la position canadienne sur divers enjeux et divulgue le cadre stratégique de collaboration à moyen terme avec la Banque mondiale et le FMI⁹. Cela dit, ces rapports n'ont jamais été débattus en Chambre; cependant, en avril 2007 (et c'est une première!), le rapport a été renvoyé au Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international.

Le ministère des Finances définit aussi ses priorités et objectifs dans la Stratégie de développement durable¹⁰, document que sont tenus d'établir tous les ministères fédéraux, ainsi que dans ses rapports annuels sur les plans et les priorités.

La contribution du Canada aux institutions financières internationales et l'appui apporté à leurs initiatives spéciales sont aussi décrits de manière plus ou moins détaillée dans le budget que le ministre des Finances présente chaque année au Parlement.

Dans quelle mesure les représentants du Canada auprès de la Banque mondiale et du FMI rendent-ils compte aux élus et aux citoyens?

Le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international qui relève de la Chambre des Communes et le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères sont habilités à examiner la participation du Canada aux affaires de toutes les organisations internationales, y compris les institutions financières internationales. Mais, ce n'est pas souvent le cas puisque le dernier examen remonte à 1995; depuis, aucun administrateur canadien n'a été invité à s'adresser à un quelconque comité parlementaire bien qu'en 1994, le Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada ait recommandé que les responsables des ministères de tutelle des institutions financières internationales et que les administrateurs canadiens auprès de ces institutions fassent un rapport annuel aux comités parlementaires chargés des affaires étrangères et des finances. Cette recommandation est restée lettre morte.

Depuis 1998, le ministère des Finances et l'ACDI ont tenu des réunions semestrielles avec les représentants de la société civile avant l'ouverture des sessions du printemps et de l'automne de la Banque et du Fonds. Ces rencontres étaient l'occasion d'un dialogue sur une foule de questions. Mais, depuis 2006, le gouvernement a révisé ses priorités puisque ces échanges ne semblent plus l'intéresser autant.



Halifax
INITIATIVE
d'Halifax

153, rue Chapel
Ottawa ON K1N 1H5
Canada

TÉL. : (613) 789-4447
TÉLEC. : (613) 241-4170
WEB : www.halifaxinitiative.org

⁷ Le Guyana n'est pas membre du même groupe que le Canada au FMI.

⁸ Voir <http://www.fin.gc.ca/purl/bretwd-f.html> pour consulter les rapports annuels antérieurs.

⁹ Voir http://www.halifaxinitiative.org/index.php/canada_and_the_ifis pour prendre connaissance de nos fiches d'analyse de des rapports annuels.

¹⁰ <http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/sd-dd.nsf/fr/sd00052f.html>